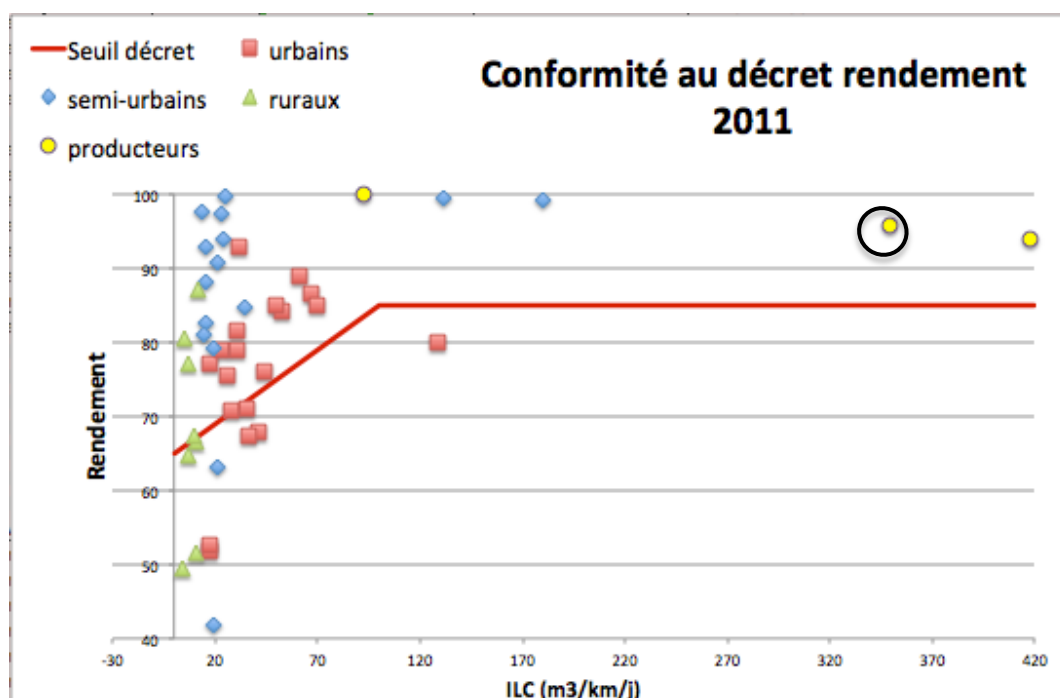


Type de collectivité : établissement public de coopération intercommunal

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
<u>Généralités</u> Adhérents : 8 communes Habitants : 35 000 environ Mode de gestion : SIVU Linéaire de réseau : 31,559 km Station de traitement : oui ILC** : 417,6 m³/km/j Densité habitants* : non pertinent Branchements : 13 Volume entrant: 2 628 Mm³ Volume facturé: 2 405 Mm³	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2millions m³
<u>Gestion Patrimoniale</u> Ouvrages : 1 captages, 2 réservoirs, microcentrale (2013) Nombre total de compteurs : 13 Pourcentage de compteurs +12 ans : 0 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 0,57 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 0,36 % Connaissance de l'âge des réseaux : oui	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
<u>Performance</u> Rendement* : 97,5 % Indice Linéaire de Pertes** : 5,76 m³/km/j	Rendement CEP : 79,1% ILP CEP : 12,0 m³/km/j
<u>Décret "rendement" :</u> Niveau de connaissance du patrimoine : 80/100 Seuil de rendement imposé par le décret* : 85/100 Rendement 2011 : 97,5 % rendement lissé sur 3 ans* : 98,3 % <u>Graphe de conformité des rendements en p2</u>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1% Rendement CEP lissé : 78,4%
<u>Données financières</u> Recettes réelles totales de fonctionnement: 941 k€ Capacité d'autofinancement brute 2011* : 54 k€ Durée d'extinction de la dette 2010* : 19,5 ans Prix 2011 du service d'eau potable : 0,3754 €/m³ HT tout compris <u>Graphique d'analyse p2.</u>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m³ Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m³ (2009)

**** ces indicateurs sont généralement utilisés pour des réseaux de distribution. Ils ont ici été adaptés aux réseaux de d'adduction.**

Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



Le SIED est entouré.

Il est à interpréter au regard des syndicats producteurs (ronds jaunes). En 2011 son rendement était de 97,5% et dépassait de près de 27 points le seuil imposé par le décret "rendement". En 2008 (pas sur le graphique), son rendement était de 100%. Les compteurs du SIED ont une marge de tolérance de +/- 4%. Cela contribue à faire varier le niveau de rendement de plusieurs points autour de 100%. Sur le réseau du SIED, aucune fuite n'est possible. En effet, le fonctionnement du réseau (70 bars de pression, écoulement gravitaire) provoquerait rapidement une vidange des réservoirs à la moindre fuite. Le rendement semble donc stable depuis quelques années.

En 2011, le niveau de rendement satisfaisait pleinement aux exigences réglementaires.

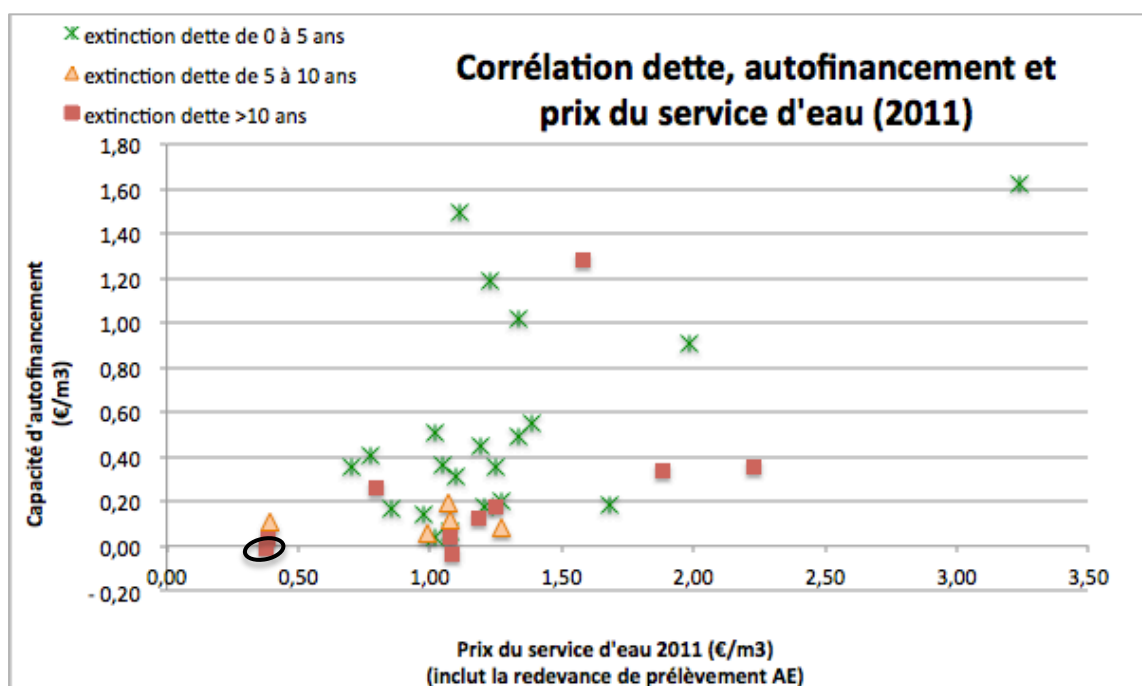
On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP du SIED est de 5,7 m³/km/j en 2011. Cependant, cela correspond à un jeu d'écriture du SIED. En effet, celui-ci inscrit les incertitudes de compteurs en pertes d'eau. Le SIED pourrait choisir de notifier ces volumes en volumes non comptabilisés. Ainsi, ils seront pris en compte dans le calcul du rendement, et sortiront du calcul de l'ILP.

Avec ce niveau de performance, le service d'eau du SIED peut consacrer ses efforts à d'autres priorités que la recherche de fuites.

On peut envisager d'exploiter la connaissance du réseau au maximum. Outre l'enjeu réglementaire que constitue désormais la connaissance du patrimoine avec le décret "rendement", la connaissance de l'âge ou de la période de pose de ses conduites permet à de nombreux services d'eau d'identifier les zones fragiles car vieillissantes du réseau d'eau et d'anticiper les futurs pics de renouvellement notamment grâce à une pyramide des âges.

On notera enfin que le parc de compteur est jeune (aucun compteur n'a plus de 12 ans). Il s'agit en effet d'une clause du contrat engagé avec la SAUR depuis le 1^{er} janvier 2012. En entretenant ses compteurs, le service se prémunit donc contre les défauts de sous-comptage dus au vieillissement.

Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m³ (en abscisse).

Le SIED est entouré. Les syndicats producteurs sont tous regroupés dans la même zone du graphique. Les distributeurs sont laissés à titre informatif.

En 2011, une subvention du Conseil Général prévue pour un montant de 235 k€ n'a pas été débloquée. Elle n'a pu l'être qu'en 2012. **En conséquence, 2011 n'est pas une année représentative de l'activité économique du service. Ce qui suit évoque donc l'année 2010 qui traduit davantage un exercice habituel du SIED.**

L'extinction de dette 2010 est de 19,5 ans (supérieure à 10 ans, carré brun). Le service dégagait en 2010 un autofinancement net de 0,044 €/m³ vendu, pour un prix de l'eau de 0,3645€/m³.

Cela traduit *a priori* une assez bonne santé financière du service d'eau.

En effet, le prix pratiqué est bien inférieur aux prix des services distributeurs (moyenne à 1,14€/m³) et similaire aux autres syndicats producteurs. Il permet de dégager un autofinancement net de l'ordre de 110 k€/an (4,4cts/m³ fourni).

Le niveau de dette est de 4,6 M€ en 2010. Finalement si l'intégralité de l'autofinancement brute 2010 était consacrée à la dette, ce qui n'est jamais le cas, il faudrait 19,5 ans pour la rembourser. En 2008, la dette du SIED n'était que de 500k€. La durée d'extinction était alors de 1,5ans. Le SIED menait donc une gestion favorisant l'autofinancement. Depuis, le SIED a contracté 4M d'emprunts pour financer la création d'un réservoir de 6000m³ entre 2009 et 2010.

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

S'il devait financer de nouveaux investissements, le service peut soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. Pour dégager davantage d'autofinancement, le SIED semble disposer d'une marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau, dans la limite de la politique tarifaire du SIED limitant l'augmentation à 3%/an pour

garantir une accessibilité optimale du prix de l'eau. Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme.

Pour un investissement ponctuel, un emprunt serait approprié, mais il conviendrait pour cela d'augmenter la CAF du SIED. En effet, il est généralement déconseillé à un service de s'imposer une durée d'extinction de dette supérieure à 12 ans. On notera que le SIED a adopté l'excellente initiative d'installer une microcentrale sur son réseau. Généralement les microcentrales installées sur les conduites existantes des services d'eau potable sont rapidement rentables (en moins de 10 ans). Les prévisions de rentabilité du SIED sont de l'ordre de 4 ans. Cela permettra très prochainement d'améliorer la CAF sans recourir à une augmentation du prix de l'eau. Les recettes provenant de cette microcentrale contribueront donc à l'augmentation des moyens d'investissement du syndicat.

A long terme, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux d'extension ou pics de renouvellement.